

SHORT NEWS

Nazis incontrôlés

Décidément, les Suisses n'ont pas très bonne presse, ces temps-ci. Non seulement la crise financière a rappelé au monde que les Helvètes (tout comme nous) doivent la majeure partie de leur richesse à des activités bancaires peu avouables. Mais en plus, l'extrême droite confédérale fait régulièrement parler d'elle, et ce jusqu'au Luxembourg. Dans un communiqué de presse, la Jonk Lénk fait état de provocations fascistes émanant de supporters de l'équipe nationale de football suisse, lors de la marche « Freedom not fear ». Ces derniers auraient arboré la croix gammée sur la poitrine et exécuté le salut hitlérien. Mais ils seraient allés plus loin : quatre d'entre eux auraient agressé des manifestant-e-s en leur lançant des bouteilles et des canettes de bière. Selon les dires de la Jonk Lénk, la police n'aurait à aucun moment sévi contre les énerguumènes. Pire, une plainte des manifestant-e-s aurait été rejetée. La manifestation, qui s'était déroulée pour la première fois l'année passée, est organisée par plusieurs organisations de jeunesse et proteste contre les mesures de surveillance et de contrôle des autorités publiques. Peut-être que les policiers pourront visionner ce que les caméras de contrôle ont enregistré et identifier les nazis suisses. Mais la Jonk Lénk n'est pas la seule organisation à se plaindre. Dans un communiqué, les jeunes du CSV, la CSJ, s'étonne de ne pas avoir été conviée à la manifestation. En effet, en plus de la Jonk Lénk et de l'Unel, la manifestation était portée par les jeunes des Verts, du DP, du KPL et du LSAP. Il est néanmoins étonnant que la CSJ regrette ne pas avoir pu défiler côte à côte avec des organisations de gauche qu'il a, il y a à peine deux ans, mises dans le même sac que l'extrême droite.

La police dans l'illégalité

La police grand-ducale a les nerfs fragiles. Le 22 juin dernier, alors que des milliers de paysans laitiers manifestent sur le plateau du Kirchberg, la police demande aux chauffeurs d'autobus de la Ville de bien vouloir virer les passagers et d'aller barrer avec leurs bus les voies d'accès au centre-ville où la fête nationale bat son plein. Début août, dans une question parlementaire adressée au ministre de l'Intérieur, André Hoffmann (déi Lénk) s'interroge sur la légalité de cette action. Car, d'après la loi du 8 décembre 1981, une réquisition n'est prévue qu'« en cas de conflit armé, de crise internationale ou de catastrophe ». Dans sa récente réponse le ministre explique que, placée devant des « événements exceptionnels », la police aurait proposé une « solution convenue de commun accord entre les responsables opérationnels sur le terrain et les responsables de la Ville de Luxembourg afin de maintenir l'ordre public ». Mais attention : « la décision n'est pas à considérer comme réquisition formelle ». Or, d'après nos informations, c'en était bien une, et illégale de surcroît. Contacté par le woxx, l'échevin vert François Bausch dit « n'avoir été informé qu'après coup » de l'usage des bus. Il raconte : « La situation était totalement chaotique en ville. Tout à coup, on me dit que les bus viennent d'être réquisitionnés. Personnellement, je n'avais aucune idée des conditions légales d'une réquisition. » Et de promettre : « plus jamais ça. » Reste que, devant les chauffeurs réquisitionnés, Paul Helminger avait explicitement vanté la « réquisition » des bus comme partie intégrante d'une « stratégie de désescalade ». Lundi, les tracteurs rouleront à nouveau sur le Kirchberg. Reste à espérer que la police réussira à gérer... son stress.

Voix unies contre la pauvreté

Ce samedi 17 octobre aura lieu une action contre la pauvreté unique en son genre, ceci dans le contexte de la Journée mondiale du refus de la misère. Elle donne la parole aux personnes les plus démunies sur les conditions indignes qu'elles vivent, sur leurs résistances quotidiennes et leurs aspirations. En 2009, l'accent sera mis sur la question du droit et de l'accès à la culture. Après des stands et des animations à 15 heures, des personnes directement concernées par la misère prendront parole. Ensuite, à 16 heures, une marche de la solidarité reliera la Place d'Armes au Carré Rotondes à Hollerich, où aura lieu un concert très particulier : une chorale s'est spécialement constituée de chanteurs volontaires et de personnes en détresse.

www.bandeablanc.lu

AKTUELL

EGLISE/ETAT

Dan Brown à l'éducation ?

Luc Caregari

Un communiqué de presse de l'association « Liberté de conscience » s'inquiète du fait qu'un professeur attaché au ministère soit non seulement catéchète, mais aussi membre d'un club plutôt obscur.

La discussion sur la séparation entre l'Eglise catholique et l'Etat nous réserve encore de belles surprises. Ainsi, l'association pour la « Liberté de conscience » vient de constater qu'une étude menée parmi les élèves luxembourgeois-es serait problématique quant à la séparation entre église et Etat.

Cette étude - nommée ICCS (International Civic and Citizenship Education Study) - a été menée en janvier 2009 et devait analyser les « attitudes et motivations » des élèves. La boîte à laquelle l'élaboration de l'étude fut confiée s'appelle IEA (International Association for the Evaluation of Educational Achievements) et opère depuis les Pays-Bas - elle est notamment connue pour les études PIRLS qui se font régulièrement dans nos écoles primaires.

Jusqu'ici tout va bien. Le premier problème relevé par « Liberté de conscience » est que le responsable luxembourgeois de l'exécution de ladite étude est un catéchète. Certes, cette personne est aussi professeur attaché au ministère, mais au final s'il doit rendre des comptes, c'est à l'archevêque. Or, qu'une telle personne - en l'occurrence Joseph Britz, dont le nom figure aussi sur une liste de contacts de l'IEA - oeuvre pour les besoins éducatifs du pays serait offusquant, pour l'association. Sur demande, le ministère nous a élucidé la fonction de monsieur Britz dans ladite étude. Apparemment, il n'aurait pas été impliqué dans l'exécution de l'étude comme le prétend « Liberté de conscience », mais aurait seulement fait la liaison entre le ministère et l'université du Luxembourg. De plus, il ne serait pas catéchète mais professeur attaché. Or, rien ne contredit le cumul de ces deux fonctions.

Le deuxième problème pèse plus lourd. Dans le communiqué il est dit que ce même homme serait aussi membre de l'« Ordre équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem ». Une petite recherche dans le Mémorial C,

montre que cette association - qui y figure en tant qu'asbl - existe bel et bien au Luxembourg et que Joseph Britz y est membre. Tout comme l'archevêque Fernand Franck d'ailleurs qui préside cette auguste assemblée.

Or, ce club semble plutôt sorti de la tête d'un romancier à la Dan Brown et rappelle ses « Illuminati ». Le fondateur de « l'Ordre équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem » aurait été Godefroy de Bouillon, qui l'aurait créé lors de sa première croisade pour garder et entretenir les lieux saints. Après la perte définitive de Jérusalem, l'ordre a dû se retirer sur ses bases arrières européennes. Au 15^e siècle, le pape Innocent VIII décida leur suppression et ils durent attendre un long moment avant de réapparaître. Au 21^e siècle, leur grand maître est le cardinal John Patrick Foley - qui est aussi membre de la « Congrégation pour l'Evangélisation des Peuples », anciennement « Sacrée congrégation pour la propagation de la foi » - la machine de propagande de l'Eglise catholique qui justifia l'extinction de cultures entières au nom du Christ. Et selon les objectifs que se donne l'asbl « Ordre équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem » rien n'a changé dans les têtes de nos chers croisés. Ainsi, l'ordre se propose entre autres « de maintenir et d'étendre la foi en Terre Sainte » et d'« apporter son concours à la défense des droits de l'Eglise catholique en Terre Sainte ». Terre Sainte qui appartient de nos jours aux Israéliens et aux Palestiniens, mais cette nouvelle ne semble pas encore être arrivée dans les sombres caveaux où se tassaient ces esprits obscurs.

Une société libérale, comme le Luxembourg entend l'être, doit bien sûr tolérer de telles associations. Quant à confier des missions dans le secteur éducatif à des personnes qui pensent encore au rythme des croisades, la question se pose différemment. Surtout pour une ministre qui se veut socialiste.